

Crise de la Covid-19: la tyrannie du risque zéro

Chaque semaine, « Le Soir » publie une chronique d'un membre de Carta Academica sur un sujet d'actualité. Cette semaine : stratégie hygiéniste, le risque zéro peut-il, doit-il être un objectif de santé publique ?
Les chroniques de [*Carta Academica](#) sont accessibles gratuitement sur notre site.

Comme ce n'est pas (encore?) le cas, nous nous sommes permis de la recopier.

Le Soir - Olivier Servais, professeur d'anthropologie à l'UCLouvain et François Gemenne, chercheur qualifié du FNRS à l'Université de Liège - 15/08/2020



n connaît bien la vie d'Howard Hughes. Il fut tour à tour aviateur intrépide, puissant producteur à Hollywood, milliardaire à la tête de la Trans World Airlines. On dit qu'il chuchotait à l'oreille de John F. Kennedy comme de Richard Nixon, tandis qu'il se baladait au bras de Katharine Hepburn, Jane Russell, Ava Gardner ou Rita Hayworth. On connaît moins la triste fin de sa vie, par contre.

Howard Hughes, qui fut un pionnier de l'aviation et réchappa à plusieurs accidents d'avion, avait pourtant une peur démesurée et irrationnelle des virus et des microbes. Il passa les dix dernières années de sa vie confiné dans des palaces qu'il avait achetés. D'abord dans le penthouse du 9e étage du Desert Inn de Las Vegas, puis au Xanadu Resort de Grand Bahamas, et enfin au Fairmont Princess Hotel d'Acapulco, où il agonisa. Durant ces dix dernières années, il vécut complètement confiné, en ermite, dans l'obscurité. Il ne vit plus personne, ne fit plus aucune apparition en public, et plus aucune photo de lui ne fut prise. Il se faisait livrer tout ce qu'il mangeait – surtout de la crème glacée. Il conservait son urine dans des bouteilles. Il vivait nu, allongé toute la journée. Les employés du Desert Inn furent stupéfaits de découvrir qu'il n'avait pas ouvert les tentures des fenêtres de son penthouse pendant toutes les années qu'il avait passées dans l'hôtel, et que celles-ci avaient pourri sur place. Répugnant à tout contact humain, sous sédatifs en permanence, affecté du syndrome de Diogène, il ne se coupait plus les cheveux ni les ongles. Méconnaissable, il ne pesait plus que 41 kilos quand il mourut dans l'avion qui l'emmenait à l'hôpital, à Houston. Seules ses empreintes digitales permirent l'identification formelle du cadavre.

Logique sanitariste

A y regarder d'un peu plus loin, la fin de vie d'Howard Hughes risque bien d'être la pente douce vers laquelle nous mènerait une stratégie hygiéniste qui voudrait faire disparaître de nos vies virus, bactéries et champignons. Le risque zéro peut-il, doit-il être un objectif de santé publique ? Depuis le début de la crise pandémique, cette logique sanitariste a été amplifiée : on a privilégié un rapport au corps physique individuel comme corps vulnérable, au détriment de l'entretien d'un corps social activateur de liens. Ainsi pour préserver la société, c'est-à-dire en fait le corps social, on demande aux citoyens de confiner leurs corps physiques, de les écarter loin des autres, et si possible de les enfermer. Un corps biologique cloisonné, des bulles de cinq personnes, une mobilité contrainte, avec contrôle jusque dans l'intimité de nos vies, mais jusqu'à quand ? Peut-on vraiment se donner pour objectif d'éteindre définitivement l'épidémie, d'éliminer le virus de la société ? Nous sommes d'avis que les coûts sociaux de cette entreprise sont infiniment supérieurs aux bénéfices sanitaires que nous pourrions en escompter. Nous sommes d'avis que le risque zéro est une chimère destructrice, et qu'il faut nous résoudre à accepter que le virus continue à circuler dans la société, de façon minime et calculée.

Vivre en société comporte des risques

Qu'on nous comprenne bien : le confinement était nécessaire pour éviter la saturation des hôpitaux, et les gestes barrière s'imposaient. Il ne s'agit pas de remettre cela en question. Mais vient un moment où la vie doit reprendre, où nous devons pouvoir reformuler des projets. Où le politique doit ouvrir des perspectives en termes positifs.

La question du risque ne peut se résumer au seul point de vue des virus. Vivre en société implique l'acceptation tacite d'un certain nombre de risques. Nous abstraire des virus et des bactéries, impliquerait de nous abstraire également de la société, comme Howard Hughes.

Or nous prenons tous les jours des risques, souvent à notre insu. Conduire en voiture, c'est accepter le risque de l'accident – en 2019, il y a eu en Belgique près de 38 000 accidents de la route, qui ont causé 3 600 blessés graves et 646 décès. Vivre en ville, c'est accepter le risque lié à la pollution atmosphérique, qui cause environ 10.000 décès prématurés chaque année en Belgique, selon l'Agence européenne de l'environnement. Ne pas interdire la cigarette, c'est réduire de deux ans l'espérance de vie moyenne des Belges (<https://www.sciensano.be/fr/coin-presse/dans-un-monde-sans-tabac-lesperance-de-vie-augmenterait-de-2-ans>). Faire le choix de l'énergie nucléaire, c'est accepter le risque d'un accident nucléaire – deux accidents nucléaires

majeurs jusqu'ici, pour 447 réacteurs nucléaires civils en activité dans le monde au début de l'année 2020, dont près de 70 % ont plus de 30 ans.

Pourtant, la situation actuelle nous fait courir un autre risque : celui d'un effondrement sociétal à plus long terme, faute de fondement ou de sens. Sans perspective politique ni consensus social qui guident les choix, cette société du risque zéro est concomitante de cette aseptisation biologique ou sociale qui se déploie dans la gestion de la Covid-19. Ne plus risquer, c'est une illusion du consensus. On pourrait se réjouir de l'importance nouvelle de la parole d'experts dans la prise de décision publique, même si cette parole se réduit à une expertise virologico-épidémiologique. Ils ne couvrent en effet que le risque sanitaire et pas du tout le risque social et humain. En outre, cette parole « experte » ne saurait servir de paravent à l'absence de consensus sur le niveau de risque que nous serions prêts à accepter. Car en Belgique, les politiques préfèrent manifestement contrôler, culpabiliser et pénaliser plutôt que de vraiment informer, éduquer et faire confiance. Cette situation est très clairement le produit de la rupture du lien de confiance entre les représentants des citoyens et les citoyens eux-mêmes. Face à une idéologie de la maîtrise qui perd pied faute de visibilité sur l'ennemi viral, le Conseil national de sécurité applique une idéologie d'hyperconfinement : il faut enfermer, cloisonner, bref sécuriser les citoyens à défaut de produire un consensus social sur le niveau de risque acceptable. Chacun n'est plus lié aux objectifs communs que par des injonctions fortes du pouvoir sanitaire : « faire société » est devenu obsolète.

Hors du risque de mort, point d'humanité

Dans une société matérialiste où l'objectif ultime se révèle de plus en plus pour certains la lutte effrénée contre la mort, on en arrive vite à se couper de tous les autres pour sauver nos petits pénates existentiels. Car pour sauver les corps physiques en les barricadant, nos gouvernants fragilisent le corps social. Ils délitent les liens en les virtualisant, ils imposent des distances qui créent de la vulnérabilité collective. L'intime, selon cette vision, c'est un mètre et demi. Cela entraîne évidemment une perte majeure de repères sociaux – qui vient s'ajouter à toute une série d'autres risques, y compris sanitaires. Saura-t-on un jour quelle surmortalité a été entraînée par la récession, par les faillites, ou tout simplement par la perte de repères sociaux ?

Bref, une des conséquences de ces pertes de repères profondément « incorporés » pourrait être que la distanciation physique entraîne d'une certaine manière une distanciation et une fragilisation sociales, que les échanges numériques et les réseaux sociaux ne parviendront jamais à compenser. Cette situation nous apparaît comme l'ultime étape d'un désenchantement absolu du monde. Le numérique est un bien piètre opium du peuple, incapable de faire

ressentir les doux effluves sensoriels de l'original pavot. Et ce placebo numérique peut cacher les outils de contrôle de ceux qui le consomment.

Car à pousser à son paroxysme cette rhétorique du « risque zéro », cette hypertrophie hygiéniste, on réduit certes le risque de mort biologique, virale, mais on court le risque mortel d'une inhumanité en devenir. En effet, hors du risque de mort, point d'humanité : c'est celui-ci qui nous confère notre liberté et conditionne l'exercice de notre libre arbitre. Mais cette mort peut autant être biologique que sociale, individuelle que communautaire. Ne pas percevoir cette dialectique, ce serait en quelque sorte bâtir un second déni, le déni de l'humain comme être intrinsèquement collectif, d'être ne trouvant à exister et à se déployer qu'en société.

Ce qu'on attend des dirigeants en démocratie, ce n'est pas de céder à l'hystérie du risque zéro, qui s'apparente à l'univers carcéral mortifère d'Howard Hughes, mais de nous proposer à large discussion démocratique quel risque est acceptable, et sous quelles modalités ? Le risque ne disparaîtra jamais : il s'agit à présent de vivre avec, de l'accepter et de le défier, avant que lui-même ne se joue de nous.